

## Burundi : décès de Pierre Buyoya, le putschiste devenu démocrate

Jeune Afrique, le 18 décembre 2020. Président du Burundi de 1987 à 1993, puis de 1996 à 2003, Pierre Buyoya est décédé ce jeudi à l'âge de 71 ans. Il laisse derrière lui un héritage complexe, marqué par deux putschs et la signature des accords de paix d'Arusha.

Lorsqu'il était interrogé sur son parcours politique, Pierre Buyoya avait coutume de répondre que l'important n'était pas comment on accède au pouvoir, mais comment on le quitte. Pour l'ancien président du Burundi, qui a conquis le pouvoir par les armes à deux reprises, en 1987 puis en 1996, avant de le céder en 2003, conformément aux accords de paix d'Arusha, cette nuance avait toute son importance. Elle correspondait en tout cas à son histoire, celle d'un major de l'armée burundaise devenu chef d'état par la force puis diplomate et resté, pendant plus de trois décennies, au centre du pays. Décédé le jeudi 17 décembre du Covid-19, selon ses proches, Pierre Buyoya était hospitalisé depuis une semaine à Bamako. La détermination soudaine de son état de santé avait conduit à son évacuation médicale vers Paris où il est finalement mort dans la nuit. Deux coups d'état en 1949, à Bururi, au sud de Bujumbura, Pierre Buyoya doit avant tout sa carrière à son passage dans l'armée burundaise, dominée à l'époque par la minorité tutsie, issu. Formé à la prestigieuse école royale des cadets de Bruxelles, réputé travailleur, il gravit rapidement les échelons et acquiert le grade de major. Il accède au pouvoir une première fois en 1987 à la suite du coup d'état qui renverse le colonel Jean-Baptiste Bagaza. Dans un contexte de tensions ethniques extrêmes entre Tutsi et Hutu, il mène alors une politique de « conciliation nationale », marquée par le référendum sur la Charte de l'Unité nationale, en 1991, après la promulgation d'une nouvelle Constitution, il convoque en juin 1993 les premières élections démocratiques du pays. Le duel annoncé entre son parti, l'Union pour le progrès national (Uprona), et le Front pour la démocratie au Burundi (Frodebu) de Melchior Ndadaye tourne à l'avantage de ce dernier. Ndadaye, devenu premier président hutu démocratiquement élu, est finalement assassiné le 21 octobre 1993 aux côtés d'autres cadres de son régime. Soit accusé d'avoir joué un rôle dans cet épisode, Buyoya a systématiquement nié son implication. Un premier procès en 1998, condamnera quelques soldats, qualifiés d'« exécutants ». Entretiens, le major Buyoya a reconquis le pouvoir par la force. Alors que le pays s'enflamme et que la guerre civile s'aggrave après la mort du successeur de Ndadaye, Cyprien Ntaryamira tué dans l'attentat contre l'avion du président rwandais Juvénal Habyarimana le 6 avril 1994, Buyoya renverse le président Sylvestre Ntibantunganya en 1996. C'est sous ce second mandat que déboutent les discussions qui aboutiront en 2000 à la signature des accords d'Arusha, ouvrant la voie à la fin du conflit qui ensanglante le pays. Conformément à ces accords, une transition est mise en place à partir de 2001 et Pierre Buyoya remet le pouvoir à Domitien Ndayizeye, jusque-là vice-président, en 2003. Diplomate à son départ du pouvoir, Buyoya se dit optimiste pour l'avenir du pays qui élut, en 2005, un ancien rebelle hutu : Pierre Nkurunziza. L'ancien major, lui, change de costume et multiplie les fonctions diplomatiques ainsi que les missions d'observateur électoral ou de médiateur au service de plusieurs organisations internationales. C'est toute la complexité de l'héritage de Pierre Buyoya. Arrivé au pouvoir par les armes à deux reprises, il s'est néanmoins bâti une réputation de démocrate plus que de putschiste en rendant deux fois le pouvoir en douceur. Nommé Haut représentant de l'Union africaine au Mali et au Sahel en 2012, il brigue deux ans plus tard le poste de secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie et finalement remporté par la canadienne Michaëlle Jean. Il bénéficie pendant toute sa campagne d'un soutien appuyé de Pierre Nkurunziza. Mais les relations entre les deux hommes vont ensuite se dégrader. Comme de nombreuses personnalités burundaises, Pierre Buyoya dénonce le troisième mandat remporté par Nkurunziza en 2015 et la violente crise qui s'ensuit. À plusieurs reprises, l'ancien chef de l'état dénoncera la répression en cours et ira même jusqu'à être qualifié de « génocidaire ». Les relations avec le régime burundais ne feront que s'aggraver, surtout avec la relance, en novembre 2018 de l'affaire Ndadaye. La justice burundaise émet alors plusieurs mandats d'arrêt contre des personnalités suspectées d'être mise en cause dans l'assassinat de l'ancien président, vingt ans après le « procès des Ndadaye ». Buyoya dénonce alors une procédure « politique », tandis que Bujumbura met la pression à l'Union africaine pour que ce dernier soit démis de ses fonctions et arrêté. L'ancien président burundais sera finalement condamné à la perpétuité le 20 octobre dernier. Une peine prononcée in absentia, comme pour la plupart des accusés. S'il a dénoncé le verdict, Buyoya avait annoncé fin novembre sa démission de son poste de haut représentant de l'UA au Sahel. Il avait alors évoqué le souhait de se consacrer pleinement à sa défense. Par Romain Gras

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});